POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Rose Christiane Ossouka Raponda chez Ali Bongo Ondimba

J.KOMBILE.MOUSSAVOU Libreville/Gabon

E chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a reçu, hier, en audience, la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda. Cette rencontre, survenue quarante-huit heures avant la Déclaration de politique générale de la cheffe du gouvernement devant l'Assemblée nationale, et vingt-quatre heures avant la tenue du Conseil des ministres, a permis à Rose Christiane Ossouka Raponda d'évoquer avec le numéro un gabonais les sujets brûlants de l'actualité nationale tout en abordant les grands axes de son intervention, demain, face aux députés. Tout naturellement, celle-ci devrait constituer une date importante de l'histoire po-

litique de notre nation. D'autant que, c'est la première fois, en effet, qu'une femme nommée Première ministre dans notre pays sollicitera la confiance des élus du peuple, après présentation de son programme de politique générale devant donner lieu à un débat. Un exercice hautement républicain qui devrait impulser et donner le ton de l'action gouvernementale. Quoi qu'il en soit, tout porte à croire que le programme de politique générale devrait être prioritairement axé autour de la relance de la machine économique fortement mise à mal par la pandémie de Covid-19. Tout en prenant en compte les autres orientations fixées par le chef de l'État, le 16 août dernier, lors de son adresse à la nation. Notamment la lutte contre le



Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba recevant en audience la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda.

chômage, le Covid-19, la poursuite des chantiers prioritaires relatifs à la diversification de finances publiques, etc. Dans tous les cas, le programme de politique générale de la Première ministre devrait être délibéré,

aujourd'hui, en Conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 28a de

La Commission de la CEEAC désormais en fonction

M.A.M Libreville/Gabon

A nouvelle équipe de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) est officiellement entrée en service, mardi dernier. C'était à la faveur d'une cérémonie de passation des charges présidée par le représentant du ministre des Affaires étrangères, par ailleurs président du Conseil des ministres de ladite institution. Quelques heures après leur prestation de serment devant le président en exercice de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba, la nouvelle équipe, dirigée par l'Angolais Gilberto Da Piedade Verissimo, a reçu, des mains de l'ancien secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi, les dossiers de l'organisation. "Au moment où nous prenons nos fonctions, plus rien ne peut être fait pour le passé, sauf à nous rappeler qu'il est une source de connaissances de toutes les erreurs à ne pas répéter", a indiqué Gilberto Da Piedade Verissimo. Et d'ajouter : "Par conséquent,



Passation de charges entre l'ancien secrétaire général et le président de la nouvelle Commission.

ce qui nous reste c'est le présent et le futur, pour lesquels des actions doivent être envisagées". En outre, le président de la Commission de la CEEAC a estimé qu'il est temps "d'élever l'Afrique centrale au niveau de la richesse des populations et des ressources naturelles qu'elle possède, et de donner à cette sous-région un sentiment de compétitivité qui la présente comme une destination attrayante (...)". Soulignons que le Traité révisé de la nouvelle CEEAC qui consacre l'entrée en vigueur de la Commission, a déjà été ratifié par neuf des onze États

Covid-19: la présidente du Sénat favorable au maintien des mesures d'accompagnement

Yannick Franz IGOHO Libreville/Gabon

'OUVERTURE de la deuxième session ordinaire de ∡l'année en cours, mardi dernier, a permis à la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson-Mboussou de se prononcer sur un certain nombre de sujets de préoccupation majeure dont le nouveau coronavirus.

Occasion pour la présidente de la deuxième chambre du Parlement d'interpeller la nouvelle cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossoucka Raponda, présente à l'ouverture de cette session budgétaire, d'accorder une attention particulière à la stratégie de lutte et riposte contre le Covid-19. "Vous arrivez à la tête du gouvernement, en pleine pandémie de la Covid-19. Cette crise sanitaire mondiale, qui aggrave les problèmes socio-économiques, creuse des inégalités, et entraîne la détresse chez un bon nombre de compatriotes", a déclaré la patronne du Sénat à l'endroit du Premier ministre.



La présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson ep Mboussou, durant l'exécution de l'hymne national avant de prononcer son allocution circonstancielle.

de nos concitoyens aujourd'hui espèrent un maintien des mesures d'accompagnement que le gouvernement a bien voulu prendre pour soulager, un tant soit peu, leurs difficultés quotidiennes tant que les restrictions de déplacement et de reprise de toutes les activités pourvoyeuses de revenus, ne seront pas levées". Allusion clairement faite à la gratuité des transports, d'eau et d'électricité, et le paiement des loyers pour les plus démunis. Non sans saluer la gestion de

Avant de préciser : "Beaucoup la pandémie et l'appropriation des mesures barrières par les populations. "Concernant la crise sanitaire que nous vivons, le Gabon, à l'instar de toutes les nations, après quelques hésitations de départ, ne devrait pas se flageller de complexe devant les résultats de sa lutte contre cette pandémie. La majorité de nos populations s'est appropriée la pratique des mesures barrières, en dépit de quelques comportements d'incivisme, constatés çà et là", a affirmé Lucie Milebou Aubusson-Mboussou.